

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Public Works and Government Services Canada  
Suite 1650  
635 - 8th Ave. S.W.  
Calgary  
Alberta  
T2P 3M3  
Bid Fax: (403) 292-5786

**LETTER OF INTEREST**  
**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

<b>Title - Sujet</b> Roaster Deconstruction	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EW699-130732/A	<b>Date</b> 2012-08-23
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> EW699-130732	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$NCS-008-9516
<b>File No. - N° de dossier</b> NCS-2-35105 (008)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2012-10-03</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Mountain Daylight Saving Time MDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Twomey, Margaret	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> ncs008
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (403) 292-4450 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (403) 292-5786
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> Public Works and Government Services Canada Giant Mine, Yellowknife, NT	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Public Works and Government Services Canada  
Northern Contaminated Site Program  
Telus Plaza North, 5th floor  
10025 Jasper Avenue  
Edmonton  
Alberta  
T5J 1S6

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **DEMANDE D'EXPRESSION D'INTÉRÊT ET DE QUALIFICATION**

# **Démantèlement du complexe de grillage à la mine Giant, Yellowknife (T.N.-O.)**

**pour**

**Travaux publics et Services gouvernementaux Canada**

**NUMÉRO DU PROJET: R.052308.003**

**NUMÉRO DE LA SOUMISSION: EW699-130732/A**

**DATE DE CLÔTURE: 03 octobre 2012**

**VEUILLEZ ADRESSER LES DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS À:**

**Margaret Twomey**

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Approvisionnement/SCN/mine Giant  
Bureau 1650, 635 - 8 Ave. SW  
Calgary (Alberta) T2P 3M3

Courriel: [margaret.twomey@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:margaret.twomey@pwgsc-tpsgc.gc.ca)  
Télécopieur: 403-292-5786

**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET**

- 1.1 - Introduction
- 1.2 - Description et historique du projet
- 1.3 - Renseignements sur le site et l'édifice
- 1.4 - Portée des travaux de conception et de démantèlement
- 1.5 - Contraintes et obstacles
- 1.6 - Échéancier

**PARTIE 2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT**

- 2.1 - Méthode générale d'approvisionnement
- 2.2 - Description du processus de préqualification
  - 2.2.1 Préqualification du proposant
- 2.3 - Exigences et évaluation de la proposition
  - 2.3.1 Évaluation des propositions
  - 2.3.2 Restrictions relatives aux présentations
  - 2.3.3 Format de la proposition de la phase un
- 2.4 - Phase deux - Demande de proposition (DP)
  - 2.4.1 Admissibilité
  - 2.4.2 Documents de la DP
- 2.5 - Instructions générales à l'intention des proposants
  - 2.5.1 Date de clôture
  - 2.5.2 Adresse de réception/retour des propositions
  - 2.5.3 Conférence sur la postqualification
  - 2.5.4 Demandes de renseignements
  - 2.5.5 Agent de négociation des marchés
  - 2.5.6. Liste de vérification

**PARTIE 3 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET INSTRUCTIONS RELATIVES À LA PRÉQUALIFICATION**

- 3.1 - GÉNÉRALITÉS
- 3.2 - Définitions
- 3.3 - Exigences obligatoires
  - 3.3.1 Identification de l'équipe du proposant
  - 3.3.2 Assurance et attestation
  - 3.3.3 Code de conduite et certification pour l'approvisionnement
- 3.4 - Exigences cotées
  - 3.4.1 Phase 1 - Proposition concernant la gestion et l'organisation
    - 3.4.1.1 Qualification et expérience de l'équipe du proposant
    - 3.4.1.2 Compréhension du projet
    - 3.4.1.3 Réalisations de l'équipe du proposant
    - 3.4.1.4 Références du client
- 3.5 - Évaluation et cotation

Annexe A Plan principal et zone de travail du projet

Annexe B Identification de l'équipe du proposant

Annexe C Attestation de l'expérience

Annexe D Expérience de l'équipe du proposant - Projet des matières dangereuses

Annexe D Expérience de l'équipe du proposant - Déconstruction d'immeubles

Annexe E Liste de vérification

---

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS SUR LE PROJET**

### **1.1 – Introduction**

Au nom d'Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) lance un processus de préqualification d'entrepreneurs en conception-construction en vue de démanteler toutes les structures situées sur une zone des travaux du projet à la mine Giant, à Yellowknife, dans les Territoires du Nord-Ouest. Aux fins du présent document, la zone des travaux du projet s'entend du complexe de grillage et des environs immédiats sur lesquels se tiendront les activités de démantèlement, comme elle est illustrée sur le plan à l'annexe A.

On considère que le complexe de grillage présente un risque pour la santé et la sécurité humaines s'il n'est pas démolit. C'est pourquoi il faut le démanteler dans le cadre du plan de stabilisation de la mine Giant. Le complexe de grillage comprend une quantité importante de matières dangereuses, surtout un mélange d'arsenic et de trioxyde de diarsenic (sous-produit obtenu lorsqu'on fait griller le minerai pour en extraire l'or). Dans le cadre du projet, il faut préparer et mener à bien de multiples travaux, en phases coordonnées minutieusement afin d'assurer la protection des travailleurs, de la population et de l'environnement. Compte tenu du milieu et des matériaux de construction extrêmement dangereux, il faudra utiliser de l'équipement spécialisé et avoir recours à des méthodes de décontamination pendant le démantèlement. Les déchets produits au cours du démantèlement devront être conditionnés, déplacés et entreposés jusqu'à ce que des zones d'élimination permanentes soient conçues et aménagées dans le cadre d'un autre projet à la mine Giant.

La présente demande d'expression d'intérêt et de qualification contient l'information et les exigences de présentation nécessaires pour la qualification de l'entrepreneur. Les entrepreneurs intéressés doivent soumettre toute l'information de préqualification demandée conformément aux exigences énoncées dans le présent document. Seuls les entrepreneurs qui, selon TPSGC, répondent aux exigences de préqualification définies dans le présent document pourront soumettre une proposition pour ce projet au cours de la phase deux – Demande de propositions.

### **1.2 – Description et historique du projet**

Le projet vise le démantèlement du complexe de grillage et l'entreposage temporaire des déchets sur le site jusqu'à ce qu'on puisse les éliminer adéquatement grâce au projet principal d'assainissement de la mine Giant. D'autres travaux de stabilisation et d'entretien et de maintenance de la mine se dérouleront en même temps que le présent projet, et aucune activité réalisée dans le cadre du projet ne doit nuire aux autres travaux en cours.

Le complexe de grillage comprend, entre autres, les installations et les bâtiments principaux suivants:

- bâtiment de l'atelier de tuyauterie et du four de grillage AC,
- bâtiment du dépoussiéreur électrique du type Cottrell,
- cheminée du four de grillage et annexe du ventilateur de la cheminée du four de grillage,
- usine de traitement des produits calcinés,
- four de grillage Dorrco,
- bâtiment de déchargement du silo et de pesage,
- annexe du dépoussiéreur à sacs filtrants,
- réseau de conduits de fumée extérieurs.

En janvier 1949, on a mis en service un four de grillage Edwards à soles multiples construit par Allis-Chalmers (AC), puis en mai 1952, on a installé un four de grillage des fluosolides à deux étages (four de grillage Dorrco n°1). Au départ, on utilisait le four Dorrco n°1 et le four Allis-Chalmers simultanément, mais en novembre 1958, on a commencé à se servir d'un nouveau four de grillage des fluosolides (four Dorrco n°2) qui a remplacé les deux autres. Ce four est demeuré en exploitation jusqu'à ce que l'on cesse de transformer le minerai à la fin de 1999.

Lorsqu'on a commencé à griller le minerai en 1949, la gestion des gaz dégagés se limitait à une cheminée qui évacuait les gaz et les matières particulaires dans l'atmosphère. La direction de la mine en est venue à la conclusion qu'il fallait contrôler les émissions d'arsenic. Un dépoussiéreur électrique (ESP ou dépoussiéreur électrique du type Cottrell) a donc été installé en octobre 1951, et c'est ainsi que le premier programme de récupération à grande échelle du trioxyde de diarsenic s'est mis en branle. L'efficacité de l'ESP à froid a diminué considérablement lorsque le premier four de grillage des fluosolides (four Dorrco n°1) a été installé en mai 1952. La mine s'est donc dotée d'un deuxième ESP en février 1955. Ce dépoussiéreur électrique à chaud fonctionnait à une température supérieure à celle à laquelle le trioxyde de diarsenic s'évapore, et il était situé devant le dépoussiéreur électrique à froid. Plus tard, les deux ESP ont été utilisés en tant que dépoussiéreurs à froid; le but était d'augmenter la quantité d'arsenic récupérée pendant que l'on effectuait d'autres recherches. En novembre 1958, un dépoussiéreur à sacs filtrants (dépoussiéreur du type Dracco) est mis en service et il était le seul appareil à récupérer la poussière dans le système. Une fois que le nouveau four de grillage s'est mis à fonctionner efficacement, un ESP à chaud a été mis en marche pour récupérer la poussière fine des produits calcinés avant qu'elle entre dans le dépoussiéreur à sacs filtrants. En 1963, l'ESP à froid a été converti en ESP à chaud et a commencé à être utilisé parallèlement avec l'autre ESP à chaud. Ce système, formé de deux ESP à chaud fonctionnant simultanément et d'un dépoussiéreur à sacs filtrants, a été utilisé jusqu'à ce qu'on cesse de griller le minerai en 1999.

À la fin des années 1970, des réparations et des modifications ont été effectuées sur la cheminée d'échappement de 46m (150pi) du four de grillage, puis vers 1985, on a enlevé 1,5m (5pi) au sommet de la cheminée. En 1997, une nouvelle inspection de la cheminée a eu lieu avant l'arrêt du four de grillage et a révélé des signes de vieillissement climatique sur la brique et le mortier. La principale cause de détérioration de l'intérieur de la cheminée serait que le précipité s'est accumulé dans la cheminée, s'est mélangé aux précipitations naturelles et a formé une solution acide. L'inspection a aussi indiqué que l'anneau d'acier (couronnement) situé au sommet de la cheminée du four de grillage s'était désintégré.

La plupart des conduits de fumée du complexe de grillage ont été installés entre 1950 et 1960, et leur stade de détérioration diffère. L'isolation extérieure de bon nombre de ces conduits comprend de l'amiante, et les conduits en tant que tel contiennent des résidus de poussière de trioxyde de diarsenic.

Dans son rapport de février 2003 intitulé «An Examination of Arsenic Contamination in the Roaster and Gas Handling Complex at the Giant Mine», Northwest Consulting Limited indique que les conduits de fumée abandonnés utilisés depuis le début des activités de grillage contiennent une quantité importante d'arsenic, tout comme les réservoirs de charbon en pulpe, le plancher du four de grillage AC et le dépoussiéreur électrique du type Cottrell. Le rapport précise qu'il faudra réaliser un nettoyage considérable de ces installations avant qu'on puisse les démanteler. À l'aide de données sur la masse volumique apparente et sur le volume, l'entreprise Northwest Consulting a calculé que les conduits de fumée abandonnés contenaient environ 60 tonnes de matériaux présentant une concentration moyenne d'arsenic de 40%. Si l'on effectue le calcul à une concentration d'arsenic d'au moins 5%, on en arrive à la conclusion que le complexe de grillage (y compris les conduits de fumée très contaminés du four de grillage) contient plus de 275 tonnes de matériaux contaminés à l'arsenic. Si l'on n'utilise aucune valeur de concentration minimale, on estime dans le rapport que, dans le complexe de grillage, 3080 tonnes de matériaux contiennent de l'arsenic à une concentration située entre moins de 1% et plus de 50%. On a aussi repéré de l'amiante dans les bâtiments. Au cours de l'enquête de Northwest Consulting Limited, ni

échantillonnage ni caractérisation d'autres matières dangereuses n'ont été effectués, et on ne peut confirmer l'exactitude des quantités estimées.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada a inspecté les structures du complexe de grillage en 2007 pour en évaluer la stabilité. Les résultats figurent dans le document «Structural Inspections, Giant Mine Various Buildings, Yellowknife, NT» et comprennent ce qui suit:

- ♦ La structure en bois du bâtiment de l'ancien four de grillage ne présente aucun signe important de pourriture. Les dispositifs de fixation ne semblent pas corrodés. Le fini du bois extérieur est détérioré, mais c'est normal.
- Parmi les panneaux d'amiante extérieurs fixés aux murs d'autres bâtiments, quelques-uns ne sont pas solidement fixés à certains endroits. Des dispositifs de fixation semblent corrodés. Ces panneaux ne menacent pas de se détacher complètement de la structure principale. À d'autres endroits, les panneaux sont endommagés ou sont tombés de la structure.
- L'inspection visuelle de la sous-face de la toiture a permis de constater la présence d'ouvertures entre certains pans et de quelques trous dans les pans, probablement attribuables à la corrosion des pans ou des dispositifs de fixation ou au tassement différentiel de la structure. L'inspection visuelle n'a pas permis de déterminer si les pans de toiture se soulèvent.
- Cependant, il faudrait effectuer une analyse détaillée de la charge due au vent à laquelle les toitures sont soumises, à partir de l'état actuel de ces dernières (dispositifs d'attache manquants ou corrodés), pour évaluer la probabilité qu'un pan de toiture soit arraché de la charpente de toit principale.
- Des parties (minimes) du système de passerelle semblent s'être corrodées au fil du temps et risquent de ne pas être sécuritaires. Il convient d'être prudent si l'on marche sur les passerelles.
- En ce qui concerne la passerelle du troisième étage, certains endroits sont très corrodés et personne ne devrait y marcher. Selon le personnel sur place, ces endroits servaient à entreposer le soufre.
- Les éléments de structure principaux ne présentent aucun signe majeur de corrosion ni de flexion, que ce soit les poutres, les colonnes ou les fermes. C'est normal qu'il y ait un peu de rouille, mais on ne croit pas que la corrosion observée soit assez importante pour nuire à la stabilité de la superstructure.
- Aucune inspection visuelle des fondations n'a été effectuée, car les fondations sont inaccessibles.

Récemment, d'autres évaluations du réseau de conduits de fumée du four de grillage ont été effectuées; elles se résument comme suit:

- Une évaluation réalisée par AECOM en mars 2010 révèle un risque important de libération de trioxyde de diarsenic sur le site en raison de la détérioration des conduits de fumée extérieurs et de la quantité signalée de trioxyde de diarsenic dans le réseau de conduits abandonné. L'évaluation recommande que l'on abaisse et/ou enlève les conduits de fumée. Elle conseille également de colmater toutes les ouvertures des bâtiments pour éviter que de l'amiante et de l'arsenic continuent de se libérer dans l'environnement.
- On signale aussi une détérioration évidente de la cheminée du four de grillage (c.-à-d. des parties du couronnement en acier se sont détachées et sont tombées sur le toit de l'annexe du ventilateur).
- Un audit de matières dangereuses et de démantèlement est en cours à la mine pour caractériser et quantifier les matériaux dangereux et non dangereux qui s'y trouvent. Les résultats de cette enquête, y compris la caractérisation et la quantification des matériaux de construction, seront communiqués pendant la phase deux dans les documents de demande de soumissions.

La portée générale des travaux se définit comme suit:

- préparer un plan détaillé de santé et de sécurité ainsi que des plans de décontamination et de démantèlement;
- récupérer et éliminer la poussière de trioxyde de diarsenic se trouvant dans les conduits de fumée extérieurs et à l'intérieur des bâtiments;
- conditionner et entreposer la poussière de trioxyde de diarsenic sur le site;
- construire un lieu d'entreposage;
- retirer et conditionner le contenu des bâtiments et les matériaux de construction dangereux;
- entreposer les déchets d'amiante sur le site;
- éliminer les déchets dangereux exempts d'arsenic et d'amiante à l'extérieur du site;
- nettoyer les déchets non dangereux pour enlever les résidus d'arsenic;
- mettre en dépôt et/ou conditionner les déchets non dangereux sur le site;
- déconnecter les bâtiments des services publics;
- démanteler les structures des bâtiments jusqu'au plancher-dalles (sauf indication contraire);
- entreposer les déchets de démantèlement non dangereux sur le site.

### 1.3 – Renseignements sur le site et l'édifice

1.3.1 Voici un résumé du complexe de grillage et de ses composants.

Nom du bâtiment	Dimensions approxi-matives (m)	Hauteur approxi-mative (m)	Méthode de construction
Bâtiment de l'atelier de tuyauterie et du four de grillage AC	18x70	10	Structure de bois à étages multiples, fondation et plancher en béton, toiture inclinée avec carton-feutre, parement de papier contenant de l'amiante, divers types de calorifugeage de tuyau à l'amiante tous en mauvais état, produits calcinés enterrés sous le plancher de béton. Bâtiment contenant de l'équipement de transformation et des réservoirs de lixiviation et de transformation.  On a aussi détecté la présence de cyanure dans le bâtiment.
Bâtiment Cottrell	28,5x17,5	9	Structure en acier à étages multiples, parement et toiture en plaques d'amiante-ciment rigides, isolation d'amiante vaporisée, plancher en béton. Bâtiment contenant le dépoussiéreur électrique du type Cottrell. Ce dépoussiéreur contient environ 8400 tiges recouvertes d'un dépôt de trioxyde de diarsenic. Murs extérieurs isolés avec de la crocidolite et du chrysotile.
Four de grillage Dorrcó	30x25	12	Structure en acier à étages multiples, parement et toiture en plaques d'amiante-ciment rigides, divers types d'isolation d'amiante (équipement de transformation) et d'isolation d'amiante vaporisée (composants du bâtiment). Bâtiment contenant des déchets de trioxyde de diarsenic. On a déjà utilisé du cyanure dans le bâtiment.
Usine de traitement des produits calcinés	12,5x5 22,5x9 23x14	5,2 6,5 11	Structure en acier à étages multiples, parement et toiture en plaques d'amiante-ciment rigides, divers types d'isolation d'amiante (équipement de transformation) et d'isolation d'amiante vaporisée (composants du bâtiment). Bâtiment contenant des déchets de trioxyde de diarsenic. Haute teneur en fibres d'amiante dans l'air.
Annexe du dépous-siéreur à sacs filtrants	12,5x12,5	9	Structure en acier de type Robertson, double paroi, parement en métal, fondation en béton. Bâtiment contenant des déchets de trioxyde de diarsenic.
Cheminée du four de grillage	Base: 4,9diam.	45.7	Structure briquelée contenant potentiellement de la poussière de trioxyde de diarsenic. Des parties du couronnement en acier sont tombées de la cheminée.

Annexe du ventilateur	10x6	5	Structure en acier, parement et toiture en plaques d'amiante-ciment rigides, plancher de béton. Bâtiment contenant potentiellement de la poussière de trioxyde de diarsenic.
Bâtiment de déchargement du silo et de pesage	Silo: 7,3m diam.  Balance: 21,5x6	Silo: 20  Balance: 5	Silo en acier contenant potentiellement de la poussière de trioxyde de diarsenic.  Structure en acier préfabriquée, plaques d'amiante-ciment dans le local électrique. Poussière de trioxyde de diarsenic dans l'annexe de la balance.
Réseau de conduits de fumée extérieurs	72po diam. Longueur inconnue		Tuyau d'acier surélevé recouvert d'un calorifugeage d'amiante en mauvais état, supports en acier et en bois en mauvais état.  Les conduits de fumée contiendraient de la poussière de trioxyde de diarsenic.  Le conduit de fumée reliant l'annexe du dépoussiéreur à sacs filtrants à l'annexe du ventilateur est en fibre de verre et est recouvert d'un calorifugeage et d'un parement de métal. Bâtiment contenant de la poussière de trioxyde de diarsenic.

Comme le complexe de grillage n'est pas alimenté en courant, une source d'électricité sera fournie à l'entrepreneur retenu à au plus 500m du complexe. Il n'y a pas non plus d'eau courante au complexe de grillage.

Comme il a déjà été mentionné, la zone des travaux du projet est présentée sur le plan à l'annexeA.

On sait que le complexe de grillage est contaminé par une quantité importante de trioxyde de diarsenic et de matériaux contenant de l'amiante. À certains endroits, on trouve ces deux matières à la fois. Étant donné que les bâtiments ont été abandonnés il y a un certain temps, des composants des murs et des toitures se sont détériorés et laissent passer les précipitations dans les bâtiments. Les autres dangers comprennent, entre autres, les passerelles endommagées et/ou manquantes. On s'attend à ce qu'il y ait de nombreux risques de trébuchement dans les bâtiments. Compte tenu du nombre de dangers et de contaminants présents à la mine, il faudra préparer et respecter un plan détaillé de santé et de sécurité propre au site. Ce plan exhaustif devra être conforme aux exigences juridiques des Territoires du Nord-Ouest et au Code canadien du travail. Il devra présenter en détail les mesures techniques et administratives et l'équipement de protection individuelle qui seront utilisés pendant l'exécution du projet. Une remorque de décontamination de trois étages se trouvera sur les lieux et sera utilisée pendant la visite obligatoire du site qui aura lieu dans la phase deux. Les entrepreneurs devront fournir leur propre équipement de protection individuelle (EPI).

#### **1.4 – Portée des travaux de conception et de démantèlement**

Un aperçu général de la portée des travaux de conception et de démantèlement se trouve ci-dessous. Il convient de prendre note que la liste n'est pas exhaustive et que la portée des travaux complète

accompagnée des exigences de rendement figurera dans les documents de la demande de propositions et sera communiquée aux entrepreneurs pendant la phase deux du processus d'approvisionnement.

1. Les travaux visés par le contrat comprennent la fourniture de l'ensemble des dessins, de la main-d'oeuvre, de l'équipement et des matériaux nécessaires à la décontamination et au démantèlement du complexe de grillage, des installations et de l'équipement connexes ainsi que des structures auxiliaires, comme il est indiqué, y compris ce qui suit:
  - a. Fournir sur place et assurer le retour de l'ensemble du personnel, de l'équipement, des installations de soutien et des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux.
  - b. Entretenir et gérer l'équipement et les matériaux de l'entrepreneur comme il est nécessaire pour réaliser les travaux.
  - c. Préparer le plan de décontamination, qui doit être examiné et signé ou scellé par un professionnel qualifié compétent et reconnu. À tout le moins, le plan doit être signé par un hygiéniste industriel agréé compétent.
  - d. Préparer le plan de démantèlement, qui doit être examiné et signé ou scellé par un professionnel qualifié compétent et reconnu. À tout le moins, le plan de démantèlement doit porter le sceau d'un ingénieur professionnel compétent enregistré dans les Territoires du Nord-Ouest. Cet ingénieur doit travailler pour une entreprise détenant un permis d'exercer dans les Territoires du Nord-Ouest.
  - e. Établir ou construire, puis exploiter une zone d'entreposage des matériaux comprenant une zone pour les matériaux dangereux.
  - f. Ériger des installations temporaires, entre autres, une installation de récupération et d'entreposage des eaux usées, des enceintes temporaires et des installations de décontamination nécessaires à la réalisation des travaux.
  - g. Dans la zone des travaux du projet, récupérer et conditionner les débris dispersés, racler les débris mixtes présents sur le sol et effectuer le déblai et le remblai.
  - h. Décontaminer, enlever, conditionner et transporter à la zone d'entreposage des matériaux tous les déchets découlant de l'exploitation de la mine, les déchets contaminés et les déchets dangereux, y compris l'amiante et le trioxyde de diarsenic, provenant des installations à démanteler. **Il faut prioriser les activités liées à la stabilisation et/ou à la décontamination des conduits de fumée et de la cheminée du four de grillage.**
  - i. Démanteler les bâtiments et les installations et l'équipement connexes et transporter et mettre à dépôt les déchets qui en découlent à la zone d'entreposage des matériaux. **Il faut prioriser les activités de stabilisation et/ou de démantèlement des conduits de fumée et de la cheminée du four de grillage.**
  - j. Transporter et éliminer les déchets dangereux exempts d'amiante et d'arsenic à l'extérieur du site.
  - k. À la fin des travaux, tout le personnel doit quitter la zone des travaux du projet, et il faut enlever l'ensemble de l'équipement et des matériaux utilisés ou produits pendant la réalisation des travaux.
1. Les méthodes de démantèlement doivent être conformes aux pratiques de démantèlement reconnues et aux règles et aux règlements applicables des autorités compétentes.
2. Les travaux doivent être réalisés à la satisfaction des autorités compétentes, de manière à protéger l'environnement, la population et la santé et la sécurité des travailleurs.

### **1.5 – Contraintes et obstacles**

Voici quelques contraintes et obstacles liés au projet. Il pourrait y en avoir d'autres.

- Des exigences et des méthodes très spécialisées régissent le travail dans des conditions ou un environnement extrêmement dangereux.
- À la mine, les infrastructures soutenant les activités associées au projet sont limitées.
- Il faut fournir le carburant pour le projet.
- Il y a des restrictions en matière d'entreposage.
- Il faut enlever, éliminer ou décontaminer les matériaux très touchés par l'arsenic et d'autres matières dangereuses. Du cyanure et de la poussière de cyanure ont été repérés dans les bâtiments.
- Il faut porter attention à l'esthétique du site, aux palissades de chantier et à l'entreposage de l'équipement et des matériaux.
- Il faut tenir compte de la sensibilité de la population et de la sensibilité politique quant au projet.
- Il peut y avoir des matières dangereuses qui n'ont été ni caractérisées ni repérées. Nota: Un rapport d'audit de démantèlement accompagnera les documents de demande de soumissions à la phase deux. Ce rapport donnera des renseignements détaillés quant aux matériaux présents sur le site.
- Il peut y avoir des contraintes d'ordre esthétique ou physique, des contraintes de temps ou d'autres contraintes liées à la zone des travaux et à l'utilisation du terrain et de l'eau.
- Aucune installation de soutien comme des salles à manger, des salles de bain et des locaux à bureau ne sera à la disposition des employés de l'entrepreneur pendant la durée du projet.
- Plusieurs autres entrepreneurs travailleront à la mine pendant la durée du contrat. Il faudra collaborer avec eux.
- En vertu de la *Loi sur la santé et la sécurité dans les mines*, le gestionnaire de la mine Giant est l'entrepreneur en entretien et en maintenance de la mine Giant. Selon cette loi, le chef sur place qui travaille pour l'entrepreneur retenu assume les fonctions et les responsabilités du surveillant de niveau 2 pour la zone des travaux du projet.
- Pour le moment, le plan de santé et de sécurité approuvé de l'entrepreneur en entretien et en maintenance vise toutes les activités à la mine Giant. L'entrepreneur retenu doit préparer et mettre en oeuvre un plan de santé et de sécurité propre au site ainsi que des méthodes de fonctionnement normalisées visant la zone des travaux du projet qui sont conformes aux exigences minimales du plan de santé et de sécurité de l'entrepreneur en entretien et en maintenance. Pour avoir accès à la zone des travaux du projet, l'entrepreneur retenu doit collaborer avec l'entrepreneur en entretien et en maintenance.
- Le soumissionnaire retenu doit présenter son plan de santé et de sécurité propre au site à la Commission de la sécurité au travail et de l'indemnisation des travailleurs, à l'entrepreneur en entretien et en maintenance et à TPSGC pour qu'ils l'approuvent.

## **1.6 – Échéancier**

L'échéancier approximatif prévu est fourni ci-dessous pour aider les entrepreneurs à planifier le projet. Compte tenu de la portée et de l'importance de ce projet, l'échéancier risque d'être modifié. Le cas échéant, TPSGC ne sera pas tenu de respecter les dates indiquées. Il convient aussi de prendre note que les exigences réglementaires visant la délivrance de permis et de licences sont en cours d'examen pour ce projet. En raison de la complexité du projet, il se peut que ces exigences et/ou d'autres facteurs entraînent un retard important par rapport à l'échéancier proposé pour le projet.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-130732/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs008

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EW699-130732

File No. - N° du dossier

NCS-2-35105

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Affichage de la demande de soumissions (phase un):

24 août 2012

Clôture de la période de demande de soumissions (phase un):

3 octobre 2012

Affichage de la demande de propositions (phasedeux):

octobre 2012

Clôture de la période de demande de soumissions (phase deux):

novembre2012

Conception/démantèlement (date de fin):

hiver2015

---

## PARTIE 2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT

### 2.1 Méthode générale d'approvisionnement

Compte tenu de la nature des travaux, il est essentiel que le proposant retenu possède les qualifications et l'expérience requises pour exécuter les travaux. Une méthode d'approvisionnement en deux phases sera appliquée.

Phase un – Préqualification : La présente demande d'expression d'intérêt et de qualification (DEIQ) fait partie du processus de préqualification des proposants et est fondée sur les exigences définies précisées dans le présent document. Ces exigences comprennent la capacité technique, les qualifications et l'expérience de l'équipe de projet, la capacité du proposant d'obtenir une assurance de responsabilité civile entreprise, une garantie contractuelle et une assurance responsabilité civile professionnelle, comme on le précise à la partie 3.

Phase deux – Demande de proposition (DP) : Une DP sera transmise aux proposants qui sont retenus en préqualification, dans le cadre de la phase un. Seuls les proposants qui sont jugés préqualifiés par TPSGC à la phase un pourront présenter une proposition dans le cadre de la phase deux. La décision de participer à la phase deux est prise par chaque proposant admissible. Les propositions seront évaluées en fonction des critères énoncés dans la DP.

Tous les coûts de préparation de la DEIQ de la phase un sont assumés par la ou les entreprises soumissionnaires. Les résultats de cette proposition de la phase un représenteront 12 % de la valeur totale des points menant à l'octroi du contrat; les autres 88% découleront de la présentation de la proposition de la phase deux. Les proposants retenus à la phase un recevront une note et un classement parmi toutes les soumissions valides, ce qui facilitera leur préparation en prévision de la phase deux. Les quatre proposants les mieux classés après l'attribution de leur note particulière à la phase un seront admissibles à des honoraires de 15000dollars. Pour recevoir les honoraires, le proposant doit présenter une proposition conforme à la phase deux. On définit une proposition conforme comme une proposition qui satisfait à tous les critères obligatoires et qui a obtenu la note technique minimale requise à la phase deux.

Les proposants doivent examiner attentivement la DP et les documents de projet connexes afin de présenter une proposition de conception-démantèlement tout compris. Les critères d'évaluation des propositions seront envoyés seulement aux proposants préqualifiés après la phase un. Une visite des lieux et une conférence post-qualification obligatoires seront prévues. Le comité d'évaluation recommandera le proposant classé en tête (note et prix) pour l'octroi du contrat. Les proposants doivent savoir que le processus d'évaluation de la phase deux comprend une présentation des considérations autochtones dans le cadre de l'approvisionnement (CAA). Les critères et le système de notation des CAA ne sont pas encore terminés. Toutefois, on prévoit que les CAA seront évaluées en fonction de l'engagement des proposants et de la garantie ferme 1) de mettre en place des programmes de formation et d'apprenti pour les Autochtones habitant dans la région où se déroule le contrat, 2) d'employer de la main-d'oeuvre autochtone provenant de la région visée pour exécuter les travaux, 3) de faire appel à des entrepreneurs autochtones ou de procéder à l'approvisionnement en équipement/fournitures dans la région où se déroule le contrat et 4) de posséder des bureaux ou d'autres installations dans les Territoires du Nord-Ouest. Il n'y aura aucune exigence de note minimale quant aux CAA.

La note obtenue à la phase un sera reportée à la phase deux. Pour pouvoir présenter une proposition dans la phase deux, les proposants doivent être préqualifiés par TPSGC à la phase un.

Si le nombre de proposants préqualifiés à la phase un est insuffisant pour effectuer un concours à la phase deux, TPSGC se réserve le droit d'annuler la phase deux ou de modifier les exigences et de publier à nouveau la demande de soumissions en appliquant la même méthode ou une méthode différente.

## **2.2 - Description du processus de préqualification**

### **2.2.1 Préqualification du proposant**

Le proposant doit démontrer qu'il satisfait à toutes les exigences définies à la partie 3 du présent document en communiquant toute l'information nécessaire. TPSGC évaluera et notera la proposition de chaque proposant afin de déterminer s'il se préqualifie. TPSGC se réserve le droit de vérifier les renseignements et les références fournis dans le cadre de cette DEIQ.

## **2.3 - Exigences et évaluation de la proposition**

### **2.3.1 Évaluation des propositions**

Toutes les propositions seront examinées et évaluées par TPSGC, qui peut accepter ou refuser toute proposition.

Le présent document de DEIQ comprend des exigences obligatoires et cotées. Les exigences obligatoires seront évaluées selon un système de notation de réussite ou d'échec et les exigences cotées seront évaluées selon un système de points attribués assorti d'une note minimale obligatoire. Si l'information nécessaire n'est pas présentée conformément aux exigences précisées, la proposition de préqualification sera déclarée non recevable. TPSGC se réserve le droit de demander des précisions sur le contenu de toute soumission présentée dans le cadre de la présente DEIQ.

Une fois l'évaluation de la proposition terminée, TPSGC transmettra des avis aux proposants pour les informer du résultat de l'évaluation de leur proposition. Un compte rendu sera présenté aux proposants non retenus sur demande, mais seulement à la suite de l'octroi d'un contrat. Le proposant qui désire qu'on lui fournisse des explications doit communiquer avec l'agente de négociation des marchés. Ce compte rendu comprendra un aperçu des motifs pour lesquels la soumission n'a pas été retenue, en fonction des critères d'évaluation. La confidentialité de l'information liée aux autres propositions sera protégée.

Lorsque le processus de la phase sera terminé, TPSGC conservera dans ses dossiers toutes les propositions présentées par les entrepreneurs.

### **2.3.2 Limites quant au nombre de propositions**

- a. Un proposant ne peut présenter plus d'une proposition. Cette contrainte s'applique également aux personnes ou aux entités, dans le cas d'une coentreprise. Si l'on reçoit plus d'une proposition d'un proposant (ou, dans le cas d'une coentreprise, des personnes ou des entités la constituant), toutes les propositions doivent être rejetées et ne faire l'objet d'aucun autre examen.
- b. Une coentreprise est définie comme une association de deux entités ou plus qui regroupent leur fonds, leur propriété, leurs connaissances, leurs compétences ou d'autres ressources dans une opération commerciale conjointe. Ces entités acceptent de partager les profits et les pertes et chacune d'entre elles exerce un certain degré de contrôle sur l'entreprise.
- c. Un arrangement selon lequel l'État conclut un contrat avec un entrepreneur principal pouvant avoir recours à des sous-traitants ou à des experts-conseils spécialisés pour offrir des portions des services ne constitue pas un arrangement de coentreprise. Par conséquent, un sous-traitant

ou un expert-conseil spécialisé peut être proposé pour faire partie de l'équipe de l'entrepreneur par plus d'un proposant.

d. Nonobstant le paragraphe a) susmentionné, pour éviter tout conflit d'intérêt ou toute perception de conflit d'intérêt, aucune personne ni entité agissant à titre de proposant individuel ou faisant partie d'une coentreprise ne doit être proposée comme membre de l'équipe d'entrepreneurs d'un autre proposant, ni à titre de sous-traitant ou d'expert-conseil spécialisé ni comme membres d'une autre coentreprise. Le non-respect de cette restriction entraînera le rejet de toutes les propositions ainsi faites.

e. Au cours du processus de la phase deux, les proposants pourront faire des substitutions au sein de l'équipe du proposant nommée à la phase un si, dix jours avant la clôture du processus d'invitation à soumissionner, 1) le proposant présente le nom, les qualifications, l'expérience et tout autre renseignement concernant les membres remplaçants de l'équipe proposés et 2) l'autorité contractante juge que les membres remplaçants de l'équipe proposés sont équivalents (ou meilleurs) que les membres de l'équipe du proposant initialement proposée à la phase un. Si l'on ne se conforme aux conditions susmentionnées, la portion de la proposition de la phase deux deviendra non recevable.

f. Les coentreprises offrant des services professionnels ou d'autres services doivent se conformer entièrement aux exigences de toute loi provinciale ou territoriale applicable dans la province ou dans le territoire où se déroule le projet.

### 2.3.3 Format de la proposition de la phase un

Afin de faciliter l'évaluation des propositions, les proposants doivent accepter de suivre les directives suivantes :

- La proposition ne doit pas compter plus de trente (30) pages recto ou quinze (15) pages recto verso. À la suite d'une page ou d'une lettre de présentation indiquant l'intérêt du proposant à l'égard de ce projet, le proposant doit satisfaire aux exigences obligatoires (consulter la partie 3.3 et les annexes B et C) et aux exigences cotées (consulter la partie 3.4 et l'annexe D). Soulignons qu'il est permis d'ajouter une page supplémentaire pour chaque projet, mais que ce n'est pas obligatoire. Le nombre total de pages ne comprend pas les exigences obligatoires et les lettres de référence des clients.
- Le proposant doit présenter un (1) original (signé) et quatre (4) copies de la proposition de la phase un. L'impression recto verso est autorisée et préférable. Les reliures simples et les agrafes sont acceptées.
- La proposition originale de la phase un doit comporter une signature originale à l'annexe C.
- Les propositions de préqualification peuvent être présentées en français ou en anglais.

## **2.4 - Phase deux – Demande de propositions (DP)**

### 2.4.1 Admissibilité

Seuls les proposants qui se qualifient grâce à la présentation d'une DEIQ à la phase un pourront présenter une proposition à la phase deux. Pour être retenue, une présentation doit satisfaire aux exigences obligatoires et obtenir la note minimale pour les exigences cotées ou une note supérieure.

## 2.4.2 Documents de la DP

La trousse de DP complète comprenant les documents contractuels et de demande de soumissions, les spécifications de rendement et des renseignements additionnels sera fournie aux proposants qualifiés pour la préparation des présentations de proposition de la phase deux.

L'échelle des taux de salaire pour les contrats fédéraux de construction est incluse à titre de référence et on peut en prendre connaissance sur le site Web suivant:

[Http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes\\_travail/contrats/echelle/territoires\\_du\\_nord\\_ouest/echelle.shtml](http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/normes_travail/contrats/echelle/territoires_du_nord_ouest/echelle.shtml)

Les documents suivants feront partie des documents contractuels et d'appel d'offres qui seront utilisés au cours de la phase deux et seront joints à titre de référence.

GC1	Dispositions générales	R2810D	(2012-07-16);
GC2	Administration du contrat	R2820D	(2012-07-16);
GC3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2010-01-11);
GC4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
GC5	Modalités de paiement	R2850D	(2010-01-11);
GC6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2012-07-16);
GC7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2008-05-12);
GC8	Règlement des différends	R2882D	(2008-12-12);
GC9	Garantie contractuelle	R2890D	(2012-07-16);
GC10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
Conditions d'assurance		R2910D	(2008-12-12);
Justes salaires et heures de travail - Conditions de travail		R2940D	(2012-07-16);
Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous GC6.4.1		R2950D	(2007-05-25);

Les dispositions référencées par un numéro ci-dessus (p.ex. R2890D) se trouvent sur le site Web suivant :

[Https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R)

## **2.5 - Instructions générales à l'intention des proposants**

### **2.5.1 Date de clôture**

La date limite de réception des propositions de préqualification de la phase un est le 03 octobre 2012, à 14h.

### **2.5.2 Adresse de réception/retour des propositions**

Les propositions transmises par télécopieur ou par voie électronique NE SERONT PAS ACCEPTÉES. Pour être examinées, les propositions de préqualification de cette DEIQ doivent être envoyées à l'adresse suivante:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Module de réception des soumissions  
Bureau 1650, 635 - 8 Ave. SW  
Calgary (Alberta)  
T2P 3M3

Il faut veiller à ce que l'information suivante soit clairement indiquée sur la proposition:

*Démantèlement du complexe de grillage, mine Giant*  
*N° de demande de soumissions: EW699-130732/A*  
*N° de projet de TPSGC: R.052308.003*

Il incombe au proposant de s'assurer que la proposition est livrée à temps et au bon endroit.

### **2.5.3 Conférence sur la postqualification**

Au cours de l'étape de DP de la phase deux, il y aura une visite des lieux et une conférence sur place obligatoires pour les proposants qui se seront qualifiés dans le cadre de cette DEIQ. La conférence vise à répondre aux questions sur la conception, la démolition/le démantèlement et les spécifications de rendement, ainsi qu'à permettre aux proposants de mieux préparer leur proposition de la phase deux.

### **2.5.4 Demandes de renseignements**

Les demandes de renseignements concernant ce processus de préqualification doivent être présentées par écrit à l'agente de négociation des marchés dont le nom figure ci-dessous le plus tôt possible au cours de la période d'appel d'offres. Les demandes de renseignements doivent être reçues au plus tard dix (10) jours civils avant la date de clôture pour donner un délai de réponse suffisant. Il se peut qu'on ne réponde pas aux demandes de renseignements reçues après cette échéance.

Afin d'assurer l'uniformité et la qualité de l'information communiquée aux proposants, l'agente de négociation des marchés doit examiner le contenu de la demande de renseignements et décider s'il faut apporter une modification.

Toutes les demandes de renseignements et les autres communications associées à cette demande de préqualification et transmises au cours de la période de demande de soumissions doivent être adressées

---

SEULEMENT à l'agente de négociation des marchés nommée ci-dessous. Le non-respect de cette exigence au cours de la période d'appel d'offres peut entraîner la disqualification de l'entreprise.

### **2.5.5 Agente de négociation des marchés**

L'agente de négociation des marchés est

Margaret Twomey  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Agente de négociation des marchés  
Bureau 1650, 635 - 8th Ave SW  
Calgary (Alberta) T2P 3M3  
Téléphone : 403-292-4450  
Télécopieur : 403-292-5786

### **2.5.6 Liste de vérification**

La liste de vérification figurant à l'annexe E servira d'outil de consultation rapide à l'usage exclusif des proposants. Elle aidera à éviter d'oublier de transmettre des documents ou des renseignements obligatoires, ce qui rendrait la soumission non recevable.

## **PARTIE 3 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET INSTRUCTIONS RELATIVES À LA PRÉQUALIFICATION**

### **3.1 - Généralités**

La partie 3 du présent document indique les renseignements, les documents et les autres éléments qui doivent être fournis avec la soumission de préqualification et en fonction desquels les réponses reçues seront évaluées.

**Tous les renseignements, les documents et les autres éléments indiqués au paragraphe 3.3 - Exigences obligatoires doivent être préparés et présentés avec la proposition de DEIQ du proposant.**

Si le proposant ne satisfait pas à toutes les exigences, la proposition sera déclarée non recevable.

### **3.2 - Définitions**

*Comité d'évaluation* : Équipe impartiale formée d'employés qualifiés de TPSGC/d'AADNC chargés de déterminer les critères d'évaluation et d'établir la note des présentations de DEIQ.

*Documents de cadre de référence/spécifications*: Ensemble complet de spécifications de rendement qui définissent tous les paramètres de projet, ce qui comprend l'échéancier du projet. Cet ensemble sera livré aux proposants préqualifiés de la phase un, afin qu'ils puissent préparer les propositions en prévision de la phase deux.

*Projet terminé* : Projet à l'égard duquel toutes les modalités du contrat ont été respectées, un certificat définitif d'achèvement a été délivré ou une facture définitive a été payée, et la date inscrite sur le certificat ou l'effet de paiement correspond à la date d'achèvement.

*Projet* : Le projet représente la conception et la mise en oeuvre complète de la démolition/du démantèlement du complexe de grillage de la mine Giant, à Yellowknife (T. N.-O.), précisé dans le document de cadre de référence/spécifications.

*Lieu de la mine Giant*: mine Giant - Affaires autochtones et Développement du Nord Canada (AADNC), Yellowknife (Territoires du Nord-Ouest).

*Zone de travail du projet*: Zone qui comprend le complexe de grillage et la zone avoisinante du lieu de la mine Giant où se dérouleront les activités de démolition/déconstruction, comme l'indique le plan principal présenté à l'annexe A, lequel comprend les zones d'entreposage du matériel du complexe de grillage et toutes les modifications possibles aux limites approuvées par le représentant du ministère à une date ultérieure.

*Projet en cours*: Projet en cours d'exécution dans le cadre duquel sont menées des activités de construction de nature semblable à celles décrites dans le présent document de préqualification.

*Phase un* : La phase un est définie par le présent document, la demande d'expression d'intérêt et de qualification (DEIQ).

*Phase deux:* La phase deux est le processus de demande de propositions (DP) accessible aux proposants qui ont satisfait aux exigences obligatoires et ont obtenu le nombre de points minimal requis ou plus pour les exigences cotés du processus de la phase un.

*Proposant:* Il s'agit de l'entité (ou dans le cas d'une coentreprise, des entités) présentant une proposition. Le proposant retenu sera l'entrepreneur au moment de l'octroi du contrat.

*Équipe du proposant:* Il s'agit du proposant et de toutes les entreprises sous-traitantes du proposant nommées sur le formulaire joint à l'annexeB.

*Représentant du ministère:* Personne désignée dans le contrat, ou par avis écrit à l'entrepreneur, pour agir comme représentant du ministère aux fins du contrat. Il peut s'agir d'une personne désignée et autorisée par avis écrit du représentant du ministère à l'entrepreneur.

### 3.3 - Exigences obligatoires

Pour être considérée comme conforme, une proposition doit satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires. Les propositions qui ne satisfont pas à toutes les exigences obligatoires seront rejetées pour non-conformité et ne seront plus considérées.

#### 3.3.1 Identification de l'équipe du proposant

Le proposant doit

##### remplir et présenter l'annexe B - Identification de l'équipe du proposant

Exigences

Le proposant, tous les sous-traitants/experts-conseils sous-traitants et toutes les entités d'une coentreprise doivent être identifiés à l'annexeB. **Toutes les parties et tous les rôles associés au projet doivent être clairement indiqués.**

Dans le cas d'une coentreprise, il faut indiquer la forme juridique de la coentreprise existante ou proposée.

#### 3.3.2 Assurance, garantie et attestation

Le proposant doit

A. prouver, au moyen d'une lettre de l'assureur, qu'il est en mesure de fournir une assurance responsabilité civile entreprise d'au moins cinq millions de dollars (5000000,00 \$) comme limite d'événement et une valeur d'assurance générale d'au moins dixmillions de dollars (10 000 000,00 \$);

B. prouver, au moyen d'une lettre de l'assureur, qu'il est en mesure de fournir une assurance responsabilité couvrant l'atteinte à l'environnement (ce qui comprend la responsabilité contre la pollution des entrepreneurs et l'élimination des poussières d'amiante) d'au moins un million de dollars (1000000,00 \$) par accident ou événement;

C. prouver, au moyen d'une lettre d'une institution financière ou d'une compagnie de cautionnement acceptable, qu'il est en mesure d'offrir une garantie contractuelle d'au moins dixmillions de dollars (10000000,00\$).

Conseil du Trésor : Appendice L – Compagnies de cautionnement reconnues  
<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494&section=text#appL>

D. prouver, au moyen d'une lettre de l'assureur, que tous les professionnels possèdent une assurance responsabilité professionnelle d'au moins un million de dollars (1000000,00\$);

E. prouver, au moyen d'une lettre de l'assureur, qu'il est en mesure de fournir une assurance responsabilité civile automobile d'au moins deuxmillions de dollars (2000000,00) par accident ou événement;

**F. remplir et présenter l'annexe«C»** - Attestation de l'expérience.

Si l'information «obligatoire» demandée aux sections3.3.1 et 3.3.2 n'est pas présentée, la proposition sera déclarée non recevable.

### **3.3.3 Code de conduite et certification pour l'approvisionnement**

1. Les soumissionnaires doivent se conformer au Code de conduite pour l'approvisionnement. Outre le Code de conduite pour l'approvisionnement, les soumissionnaires doivent a) répondre aux demandes de soumissions de façon honnête, équitable et complète, b) indiquer avec exactitude leur capacité de satisfaire aux exigences stipulées dans les demandes de soumissions et dans les contrats qui en découlent et c) présenter des soumissions et conclure des contrats seulement s'ils vont remplir toutes les obligations du contrat.
2. En outre, les soumissionnaires comprennent que pour assurer l'équité, l'ouverture et la transparence du processus d'approvisionnement, certains actes ou infractions les rendront inadmissibles à l'octroi d'un contrat. L'État déclarera non recevable toute soumission s'il manque des renseignements demandés, si des renseignements sont inexacts ou si des renseignements sur les attestations précisées dans le présent document sont faux. S'il est établi, après l'octroi du contrat, que le soumissionnaire a fait une fausse déclaration, l'État sera en droit de résilier le contrat, pour manquement. Le soumissionnaire devra diligemment tenir à jour l'information demandée dans le présent document. Par ailleurs, le soumissionnaire et toutes ses sociétés mères, filiales et sociétés apparentées devront éviter tout acte ou toute condamnation précisés dans le présent document et découlant de cette demande de soumissions au cours de la période d'exécution du contrat. L'État peut vérifier l'information fournie par le soumissionnaire, ce qui comprend l'information relative aux actes ou aux condamnations précisés dans le présent document, au moyen d'une recherche indépendante, de l'utilisation des ressources gouvernementales ou d'une communication avec des tiers.
3. Pour les besoins de ce paragraphe, les entreprises commerciales, les organismes et les particuliers sont affiliés au soumissionnaire si
  - a. directement ou indirectement, l'un ou l'autre contrôle l'autre ou a le pouvoir de le faire;
  - b. un tiers a le pouvoir de contrôler les deux.

Les indices de contrôle comprennent, notamment, une gestion ou une propriété interdépendante, la désignation d'intérêts des membres d'une famille, le partage d'installations et d'équipement, l'utilisation commune d'employés ou d'une entité créée à la suite des actes ou des condamnations envisagées dans le présent article dont la gestion, la propriété ou les employés principaux sont les mêmes ou sont semblables, selon le cas.

4. Les soumissionnaires doivent fournir ce qui suit dans leur soumission.
  - a. Une liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement des administrateurs du soumissionnaire
  - b. Un formulaire de consentement dûment rempli et signé pour chaque personne dont le nom figure sur la liste susmentionnée
5. Le soumissionnaire doit diligemment tenir à jour la liste, en informant l'État, par écrit, de tout changement survenant au cours de la période de validité de la soumission. Il doit également présenter à l'État les formulaires de consentement correspondants. En outre, le soumissionnaire devra diligemment tenir à jour la liste et présenter les formulaires de consentement au cours de la période d'exécution de tout contrat découlant de la présente demande de soumissions.
6. En présentant une soumission, le soumissionnaire certifie qu'il sait, tout comme ses sociétés mères, ses filiales et ses sociétés apparentées, que l'État peut vérifier l'information qu'il communique, ce qui comprend l'information relative aux actes ou aux condamnations précisés dans le présent document, au moyen d'une recherche indépendante, de l'utilisation des ressources gouvernementales ou d'une communication avec des tiers.
7. En présentant une soumission, le soumissionnaire certifie que ni lui ni aucune de ses sociétés mères, filiales ou sociétés apparentées n'a directement ou indirectement versé ou accepté de verser ni ne versera, directement ou indirectement, d'honoraires conditionnels à quiconque pour la sollicitation, la négociation ou l'obtention du contrat si le paiement de ces honoraires nécessite que la personne présente une déclaration en vertu de l'article 5 de la Loi sur le lobbying.
8. En présentant une soumission, le soumissionnaire certifie qu'à l'exception des infractions à l'égard desquelles une réhabilitation ou une suspension de casier a été obtenue, des capacités juridiques ont été rétablies par le gouverneur en conseil ou une clémence a été accordée, comme le décrit plus amplement la sous-section 9 du présent document, ni lui ni aucune de ses sociétés mères, filiales ou sociétés apparentées n'a jamais été condamné pour avoir commis une infraction aux dispositions suivantes:
  - a. Les articles 45 (*Complot, accord ou arrangement entre concurrents*), 46 (*Directives étrangères*) 47 (*Truquage des offres*), 49 (*Accords bancaires fixant les intérêts, etc.*), 52 (*Indications fausses ou trompeuses*) et 53 (*Documentation trompeuse*) de la Loi sur la concurrence.
  - b. L'article 121 (*Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale*), l'article 124 (*Achat ou vente d'une charge*), l'article 380 (*Fraude*) dans le cas des fraudes commises contre Sa Majesté ou l'article 418 (*Vente d'approvisionnements défectueux à Sa Majesté*), l'article 462.31 (*Recyclage des produits de la criminalité*) ou les articles 467.11 à 467.13 (*Participation aux activités d'une organisation criminelle*) du Code criminel du Canada.

- c. L'alinéa 80(1)d) (*Fausse inscription, faux certificat ou rapport*), le paragraphe 80(2) (*Fraude contre Sa Majesté*) ou l'article 154.01 (*Fraude contre Sa Majesté*) de la Loi sur la gestion des finances publiques.
  - d. L'article 239 (*Autres infractions et peines*) de la Loi de limpt sur le revenu.
  - e. L'article 327 (*Infractions*) de la Loi sur la taxe daccise.
  - f. L'article 3 (*Corruption d'un agent public étranger*) de la Loi sur la corruption dagents publics trangers.
  - g. Les articles 5 (*Trafic de substances*), 6 (*Importation et exportation*) ou 7 (*Production*) de la Loi rglementant certaines drogues et autres substances.
9. Dans les cas où une réhabilitation ou une suspension de casier a été obtenue, des capacités juridiques ont été rétablies par le gouverneur en conseil ou une clémence a été accordée en vertu d'un programme officiel (semblable au Programme de clémence du Bureau de la concurrence) à l'égard d'infractions autres que les infractions aux articles 121, 124, 380 pour fraude commise contre Sa Majesté et à l'article 418 du Code criminel du Canada ou à l'égard d'infractions à la Loi sur la gestion des finances publiques, le soumissionnaire doit fournir avec sa soumission une copie conforme d'un document justificatif provenant d'une source officielle.

ou ceci

### **Code des attestations de conduite - Consentement à la vérification de l'existence d'un casier judiciaire**

Les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission, au plus tard à la date de clôture des demandes de soumissions, les éléments suivants:

- a) Une liste complète des noms de toutes les personnes qui sont actuellement des administrateurs du soumissionnaire
- b) Un formulaire dûment rempli et signé (PWGSC-TPSGC 229) pour chaque personne nommée sur la liste

### **3.4 Exigences cotées**

La DEIQ de la phase un donne à chaque proposant la possibilité de présenter l'expérience de travail de son équipe de projet dans le contexte du projet proposé. Les projets de portée et de nature semblables (valeur de construction supérieure à cinq millions de dollars) qui ont été exécutés au moyen d'une méthode d'approvisionnement différente ou selon une prestation différente peuvent également être représentés. La section suivante permet aux proposants intéressés de présenter à TPSGC un historique des réalisations et des expériences de leur équipe, afin de montrer les capacités de chaque membre de l'équipe.

Les propositions qui n'obtiennent pas la note minimale obligatoire dans chaque section ne seront plus considérées.

#### **3.4.1 Phase 1 - Proposition concernant la gestion et l'organisation**

### 3.4.1.1 Qualifications et expérience de l'équipe du proposant (Maximum de points : 25; note minimale obligatoire : 15 points)

#### Exigences

Présenter une proposition claire, concise et complète, bien organisée et préparée dans le format décrit dans la DEIQ. Intégrer à la soumission un organigramme indiquant les rôles au sein de l'entreprise, la structure organisationnelle de l'équipe du proposant, les lignes de communication et la preuve de travail en équipe ou dans un environnement d'équipe dans le cadre de projets antérieurs.

Inclure des descriptions des systèmes de gestion de la santé et la sécurité applicables ou des certificats de reconnaissance ou des documents équivalents.

Inclure des descriptions des systèmes en place pour que l'échéancier, le budget, la qualité et les contrôles de sécurité soient maintenus en tout temps, dans un environnement de travail en équipe.

### 3.4.1.2 Compréhension du projet (Maximum de points : 15; note minimale obligatoire : 10 points)

#### Exigences

Démontrer que l'on comprend et apprécie la nature de projets comportant la déconstruction et la manipulation de matières dangereuses, s'agissant notamment, mais non exclusivement, des contraintes inhérentes au travail dans une région relativement isolée et des limites des ressources du projet. Expliquer en détail que l'on comprend les exigences liées au travail d'entrepreneur responsable dans une zone de travail se trouvant dans un emplacement plus grand contrôlé par un autre entrepreneur, ainsi que le contexte de réglementation. Le proposant doit indiquer son interprétation des cinq principaux facteurs devant assurer le succès d'un projet de cette nature. Aucun point ne sera attribué si le proposant se contente de répéter l'information présentée dans le document de la DEIQ.

### 3.4.1.3 Réalisations de l'équipe du proposant

#### A. Réalisations de l'équipe du proposant - Projet des matières dangereuses (Maximum de points : 30; note minimale obligatoire : 20 points)

Remplissez et présentez l'annexe D - Expérience de l'équipe du proposant - Projet des matières dangereuses en vous assurant que tous les projets de référence sont conformes aux exigences suivantes:

#### Exigences

Présenter trois résumés de projet qui décrivent les réalisations, les accomplissements et l'expérience de l'équipe du proposant dans le domaine de la manutention, de la réduction, de la collecte et de l'élimination des diverses matières dangereuses se trouvant sur les lieux de démolition d'immeuble. Les projets de référence doivent être d'une portée et d'une valeur semblables (c.-à-d. coût de construction de plus de

cinq millions de dollars). Les résumés mettront l'accent sur les projets qui ont été exécutés dans les cinq dernières années et qui ont duré au moins neuf mois.

Les proposants doivent savoir que le processus d'évaluation de la phase deux comprendra une présentation des qualifications des principales personnes affectées au projet. Au cours de la phase deux, les proposants devront fournir des preuves que les principales personnes affectées au projet dans la phase deux ont participé à un ou plusieurs des projets de matières dangereuses susmentionnés ou à un projet de matières dangereuses équivalent.

## **B. Réalisations de l'équipe du proposant - Démantèlement d'immeubles (Maximum de points : 20; note minimale obligatoire : 15 points)**

Remplissez et présentez l'annexe D - Expérience de l'équipe du proposant - Démantèlement d'immeubles en vous assurant que tous les projets de référence sont conformes aux exigences suivantes:

### **Exigences**

Présenter trois résumés de projet qui décrivent les réalisations, les accomplissements et l'expérience de l'équipe du proposant dans le domaine de la démolition/du démantèlement de structures se trouvant dans des zones industrielles ou dans des cadres urbains densément peuplés. Les projets de référence doivent être d'une portée et d'une valeur semblables (c.-à-d. coût de construction de plus de cinq millions de dollars). Les résumés mettront l'accent sur les projets qui ont été exécutés dans les cinq dernières années et qui ont duré au moins neuf mois. Les mêmes projets que ceux indiqués en A ci-dessus peuvent être présentés, mais l'accent doit être mis sur la démolition/le démantèlement d'immeubles.

Les proposants doivent savoir que le processus d'évaluation de la phase deux comprendra une présentation des qualifications des principales personnes affectées au projet. Au cours de la phase deux, les proposants devront fournir des preuves que les principales personnes affectées au projet dans la phase deux ont participé à un ou plusieurs des projets de démantèlement d'immeubles susmentionnés ou à un projet de démantèlement équivalent.

### **3.4.1.4 Références des clients**

**(Maximum de points : 10; note minimale obligatoire : 5 points)**

### **Exigences**

Présenter trois lettres de référence de clients pour les projets indiqués à la section 3.4.1.3(A) et trois lettres de référence de clients pour les projets indiqués à la section 3.4.1.3(B) qui font état du lieu, de la valeur et de la nature du projet. Les lettres doivent clairement identifier l'équipe du projet en question et doivent être signées et datées par le client. Les dates de signature doivent se situer dans les limites de la période de demande de soumissions de la présente DEIQ.

Chaque lettre de référence doit clairement indiquer les éléments suivants:

- La mesure dans laquelle le ou les membres de l'équipe de projet ont effectué les services dans les limites du budget
- La mesure dans laquelle le ou les membres de l'équipe de projet ont respecté l'échéancier établi en fonction de la portée des travaux du projet
- La mesure dans laquelle le ou les membres de l'équipe ont atteint les objectifs du projet

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-130732/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs008

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EW699-130732

File No. - N° du dossier

NCS-2-35105

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Des points seront attribués au proposant pour le degré de réalisation général dans les trois sous-catégories, mais ne sont pas attribués pour chaque lettre.

### **3.5 - Évaluation et cotation**

Toutes les propositions seront évaluées et cotées par un comité d'évaluation de TPSGC, en fonction du tableau ci-dessous. Les propositions retenues doivent obtenir le nombre de points minimal obligatoire ou plus pour être admissibles au processus de demande de propositions de la phasedeux.

CRITÈRE	MINIMUM DE POINTS OBLIGATOIRE	MAXIMUM DE POINTS
<p><b>Qualifications et expérience du proposant</b></p> <p>A présenté une proposition claire, concise et complète, bien organisée et préparée dans le format décrit dans la DEIQ. A intégré à la soumission un organigramme indiquant les rôles au sein de l'entreprise, la structure organisationnelle de l'équipe du proposant, les lignes de communication et la preuve de travail en équipe ou dans un environnement d'équipe dans le cadre de projets antérieurs.</p> <p>A inclus des descriptions des systèmes de gestion de la santé et la sécurité applicables ou des certificats de reconnaissance ou des documents équivalents.</p> <p>A inclus des descriptions des systèmes en place pour que l'échéancier, le budget, la qualité et les contrôles de sécurité soient constamment maintenus, dans un environnement de travail en équipe.</p>	15	25
<p><b>Compréhension du projet</b></p> <p>A démontré qu'il comprenait et apprécié la nature unique du projet et la portée des travaux relativement, entre autres, aux contraintes du travail exécuté dans une zone relativement isolée et aux restrictions associées aux ressources du projet.</p> <p>A expliqué en détail qu'il comprenait les exigences liées au travail d'entrepreneur responsable dans une zone de travail se trouvant dans un emplacement plus grand contrôlé par un autre entrepreneur, ainsi que le contexte de réglementation.</p> <p>Le proposant a indiqué son interprétation des cinq principaux facteurs devant assurer le succès d'un projet de cette nature.</p>	10	15
<p><b>Réalisations de l'équipe du proposant - Projet des matières dangereuses</b></p> <p>A présenté trois résumés de projet qui décrivent les réalisations, les accomplissements et l'expérience de l'équipe du proposant dans le domaine de la manutention, de la réduction, de la collecte et de l'élimination des diverses matières dangereuses se trouvant sur les lieux de démolition d'immeuble. Les projets de référence doivent être d'une portée et d'une valeur semblables (c.-à-d. coût de construction de plus de cinq millions de dollars). Les résumés mettront l'accent sur les projets qui ont été exécutés dans les cinq dernières années et qui ont duré au moins neuf mois.</p>	20	30

<b>Réalisations de l'équipe du proposant - Démantèlement d'immeubles</b> A présenté trois résumés de projet qui décrivent les réalisations, les accomplissements et l'expérience de l'équipe du proposant dans le domaine du démantèlement de structures se trouvant dans des zones industrielles ou dans des cadres urbains densément peuplés. Les projets de référence doivent être d'une portée et d'une valeur semblables (c.-à-d. coût de construction de plus de cinq millions de dollars). Les résumés mettront l'accent sur les projets qui ont été exécutés dans les cinq dernières années et qui ont duré au moins neuf mois.	15	20
<b>Références de clients</b> A présenté trois lettres de référence de clients pour les projets indiqués à la section 3.4.1.3(A) et trois lettres de référence de clients pour les projets indiqués à la section 3.4.1.3(B) qui font état de l'emplacement, de la valeur et de la nature du projet. Les lettres doivent clairement identifier l'équipe de projet en question et doivent être signées et datées par le client. Les dates de signature doivent se situer dans les limites de la période de demande de soumissions de la présente DEIQ.  Chaque lettre de référence doit clairement indiquer ce qui suit: - La mesure dans laquelle l'équipe de projet a effectué les services dans les limites du budget - La mesure dans laquelle l'équipe de projet a respecté l'échéancier établi en fonction de la portée des travaux du projet - La mesure dans laquelle l'équipe de projet a atteint les objectifs du projet	5	10
<b>NOMBRE TOTAL DE POINTS</b>	<b>65</b>	<b>100</b>

Les proposants qui satisfont aux exigences obligatoires et qui obtiennent le minimum de points obligatoire ou plus sont automatiquement admissibles à la phase deux et recevront un avis dans un délai approximatif de deux (2) semaines après la clôture de la période de présentation des DEIQ. Il y aura une visite des lieux et une conférence de post-qualification obligatoires sur place pour faciliter davantage l'élaboration de la proposition de la phase deux.

L'octroi du contrat au terme de la phase deux sera fondé sur la présente DEIQ de la phase un (12%) et sur la proposition de la phase deux (88%). Par conséquent, le report de la note obtenue pour cette présentation déterminera la note totale définitive de chaque proposant.

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-130732/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs008

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EW699-130732

File No. - N° du dossier

NCS-2-35105

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## **Annexe A      Plan principal et zone de travail du projet**

Voir Attaché



Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-130732/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs008

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EW699-130732

File No. - N° du dossier

NCS-2-35105

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

**Spécialiste en démantèlement**

**Entreprise**

**Expert-conseil en hygiène industrielle**

**Entreprise**

**Expert-conseil en environnement/matières dangereuses**

**Entreprise**

---

## Annexe C - Attestation de l'expérience

Nous certifions que toutes les déclarations faites à l'égard de l'expérience de l'entreprise sont exactes et constituent des faits et sommes conscients que le ministre se réserve le droit de vérifier tout renseignement communiqué à cet effet et que de fausses déclarations peuvent rendre la proposition non recevable.

Si une vérification faite par le ministre révèle la présence de fausses déclarations, le ministre est en droit de traiter tout contrat découlant de cette proposition comme un manquement et de retirer les travaux des mains de l'entrepreneur.

La présente annexe doit être remplie et présentée avec la proposition de la phase un, mais elle peut être présentée par la suite, de la façon suivante : Si l'annexe C n'est pas remplie et présentée avec la proposition, l'autorité contractante en informera le proposant et lui donnera un délai dans les limites duquel il devra satisfaire à l'exigence. Toute proposition qui n'est pas conforme à la demande de l'autorité contractante et qui ne satisfait pas à l'exigence dans les délais impartis deviendra non recevable. Toute proposition non recevable sera rejetée pour non-conformité et ne sera plus considérée.

Dénomination sociale du proposant: \_\_\_\_\_

Nom de la personne autorisée (en lettres moulées): \_\_\_\_\_

Fonction: \_\_\_\_\_

Signature: \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone: \_\_\_\_\_ Numéro de télécopieur: \_\_\_\_\_

Courriel: \_\_\_\_\_

## Annexe D - Expérience de l'équipe du proposant - Projet des matières dangereuses

Entrepreneur : **Profil du projet conformément à la section 3.4.1.3 A**

Titre du projet	
Description générale	
Lieu	
Durée du contrat	
Nom du client	
Représentant du client	
N° de téléphone	
N° de télécopieur	
Courriel	
Nom de l'expert-conseil	
N° de téléphone	
N° de télécopieur	
Courriel	
Décrire, au moyen de détails supplémentaires, la portée des travaux associés aux matières dangereuses dans le cadre du projet	

---

**Annexe D - Expérience de l'équipe du proposant - Démantèlement d'immeubles****Entrepreneur : Profil du projet conformément à la section 3.4.1.3 B**

Titre du projet	
Description générale	
Lieu	
Durée du contrat	
Nom du client	
Représentant du client N° de téléphone N° de télécopieur Courriel	
Nom de l'expert-conseil N° de téléphone N° de télécopieur Courriel	
Décrire, au moyen de détails supplémentaires, la portée des travaux associés à la démolition/au démantèlement dans le cadre du projet	

## Annexe E - Liste de vérification

La liste de vérification du présent document servira d'outil de consultation rapide à l'usage exclusif des proposants. En ayant recours à cette liste, on évitera d'oublier de transmettre des documents ou des renseignements obligatoires, ce qui rendrait la soumission non recevable.

<b>Liste de vérification des exigences obligatoires</b>	<b>Voir la section</b>	<b>(✓)</b>
Remplir et présenter l'annexeB – Identification de l'équipe du proposant	3.3.1	
Présenter la lettre de l'assureur confirmant l'assurance responsabilité civile entreprise	3.3.2 (A)	
Présenter la lettre de l'assureur confirmant l'assurance responsabilité contre l'atteinte à l'environnement	3.3.2 (B)	
Présenter la lettre d'une institution financière ou d'une compagnie cautionnement acceptable rattachée à la garantie contractuelle	3.3.2 (C)	
Présenter la lettre de l'assureur confirmant l'assurance responsabilité civile professionnelle	3.3.2 (D)	
Présenter la lettre de l'assureur confirmant l'assurance responsabilité civile professionnelle	3.3.2 (E)	
Remplir, signer et présenter l'annexe «C» - Attestation de l'expérience	3.3.2 (D)	
<b>Liste de vérification des exigences cotées</b>	<b>Voir la section</b>	<b>(✓)</b>
Satisfaire aux exigences liées aux qualifications et à l'expérience de l'entreprise/la coentreprise/du consortium et présenter l'annexeB : Identification de l'équipe de projet	3.4.1.1	
Satisfaire aux exigences liées à la compréhension du projet	3.4.1.2	
Satisfaire aux exigences liées aux réalisations de l'entrepreneur - Projet des matières dangereuses et présenter l'annexeD	3.4.1.3 (A)	
Satisfaire aux exigences liées aux réalisations de l'entrepreneur - Projet de démolition/démantèlement d'immeubles et présenter l'annexeD	3.4.1.3 (B)	
Satisfaire aux exigences liées aux références des clients	3.4.1.4	

Solicitation No. - N° de l'invitation

EW699-130732/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

ncs008

Client Ref. No. - N° de réf. du client

EW699-130732

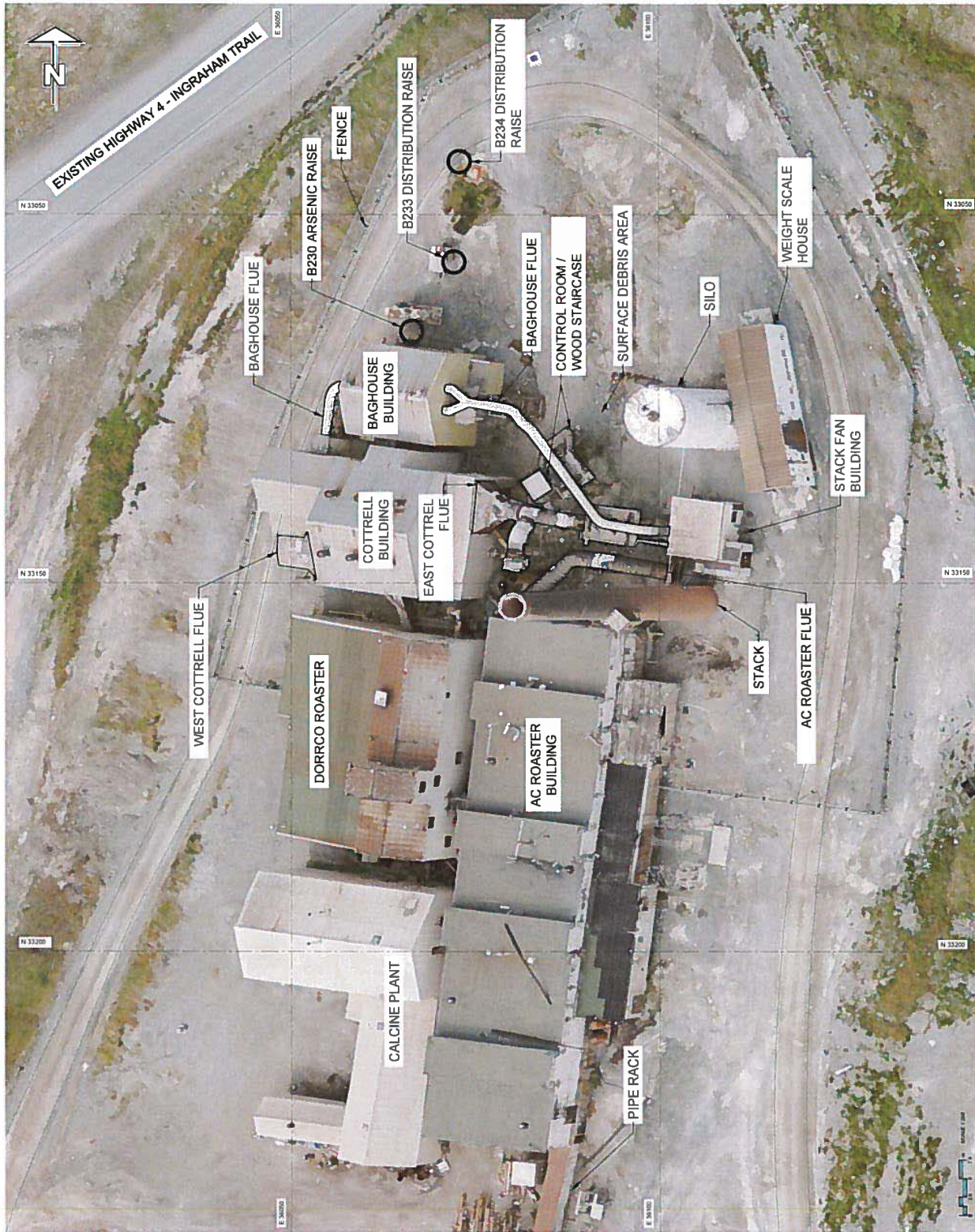
File No. - N° du dossier

NCS-2-35105

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---





REAL PROPERTY SERVICES  
SERVICES IMMOBILIERS

PRELIMINARY  
NOT FOR CONSTRUCTION

AECOM

NOTES:  
- LOCATIONS AND DIMENSIONS SHOWN ARE APPROXIMATE  
- ALL DIMENSIONS ARE IN METRES UNLESS NOTED OTHERWISE

LEGEND:  
○ MINE OPENING  
— EXISTING FENCE

DO NOT SCALE DRAWINGS

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
---	---	---	---	---	---	---	---	---	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	----	-----

PUBLIC WORKS  
GOVERNMENT SERVICES  
CANADA

GIANT MINE  
REMEDIATION PROJECT  
ROASTER COMPLEX  
DECONSTRUCTION

ROASTER COMPLEX  
AREA

R.052308.003  
C02  
2  
A